

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Créer une reconnaissance "entreprise d'utilité publique" (tout comme il existe à Genève une reconnaissance "Maitre d'Ouvrage d'Utilité Publique") afin de pouvoir démarquer et aider les entreprises sans but lucratif qui souhaitent devenir de vrais partenaires des politiques publiques. L'aide en question pourrait se traduire par une garantie auprès des banques, permettant de débloquer des crédits qui sont actuellement très difficiles à obtenir.	Que pensez-vous de mettre en place un fonds d'investissement pour développer des circuits courts intelligents dans le Canton de Genève, et encourager la consommation au plus près du lieu de production ?	Que proposez-vous pour apaiser les tensions liées aux différentiels de production de part et d'autres de la frontière ?
Walder	Nicolas	Les Verts	Président	<p>Le cautionnement par les collectivités publiques est une proposition intéressante. Tout comme le serait l'octroi de prêts par ces mêmes collectivités.</p> <p>On pourrait aussi imaginer que la mention d'"entreprise d'utilité publique" soit intégrée déjà au niveau de Plans localisés de quartiers au même titre que le sont les écoles et les parcs. Car si l'on estime, et nous partageons ce point de vue, qu'une coopérative de producteurs joue un rôle déterminant pour un secteur économique, rôle qui va bien au-delà de ses activités de revendeur, on peut aussi questionner le fait qu'elles puissent être en concurrence avec d'autres acteurs tels que la Migros.</p> <p>Au final, quelles que soient les solutions retenues, il semble nécessaire en effet de créer une telle reconnaissance.</p>	<p>C'est une piste intéressante, surtout si elle inclut la qualité de production qui se doit d'être durable. Ces soutiens sont nécessaires tout comme le développement de règles qui s'appliqueraient aussi aux produits importés, les rendant de facto moins concurrentiels. C'est un des objectifs de notre initiative fédérale pour des aliments équitables qui sera prochainement soumise au vote.</p>	<p>Notre initiative fédérale pour des aliments équitables propose de fixer des règles pour les importations en faveur des productions respectueuses des animaux et de l'environnement mais aussi des rémunérations des producteurs.</p> <p>Il me semble également indispensable que nos collectivités publiques favorisent les produits de notre canton, en particulier pour ce qui est des cuisines collectives.</p> <p>Ceci dit, les différentiels de salaires affecteront toujours le prix des biens produits en Suisse. Dès lors, je suis convaincu que la mise en avant de la qualité liée à des conditions de production rassurant le consommateur sur les aspects nutritionnels des produits (Bio, de saison, ...) saura convaincre le habitant-e-s de dépenser un peu plus pour des produits genevois.</p>
Giannelli	Mark	PDC	Président Fondation ReBin pour le Développement Durable	<p>Est-il vraiment nécessaire de créer une reconnaissance alors que les statuts d'une organisation dite d'utilité publique existent déjà? On peut se poser la question, mais je ne crois pas que la solution réside dans une forme administrative supplémentaire. Les aides existent, mais comme toute nouvelle entreprise, il s'agit de convaincre par un modèle d'affaires qui fait du sens. La situation du SPP dans le nouveau quartier des Vergers, à Meyrin, est regrettable et nous ne pouvons qu'espérer que les projets à venir se réalisent dans de meilleures conditions. D'ailleurs, une épicerie participative vient d'ouvrir à la Jonction, ce qui démontre la faisabilité de tels projets que nous soutenons pour une meilleure diversité dans le monde de la distribution.</p>	<p>Oui mais seulement si le fonds d'investissement prend la forme d'un "investissement vert", c'est-à-dire composé d'actions ou d'obligations d'entreprises dont une part importante de leur chiffre d'affaires provient d'activités liées à l'environnement. Dès lors, ce fonds pourra financer les entreprises du Canton dont l'activité a un impact environnemental positif.</p> <p>Il faut absolument favoriser les circuits courts intelligents et encourager la proximité de la production et de la consommation. La loi de l'offre et la demande n'est plus la seule réponse à donner dans la développment d'une économie verte et inclusive. Certes, chaque consommateur est libre de ses choix, mais une offre plus responsable résulte également dans une demande plus responsable. On trouve généralement certains fruits et légumes tout au long de l'année indépendamment des saisons : des tomates, des fraises, du basilic en plein hiver ; des melons, des framboises au printemps ; des asperges, en automne. Pour revenir à une consommation locale, il est nécessaire de consommer des produits de saison. On évite ainsi d'importer des fruits ou des légumes qui viennent de loin et dont le transport est source de pollution.</p> <p>En tant que consommateurs, êtes-vous prêts à renoncer à ce choix et ne consommer que des produits locaux et de saison, voire à ne plus consommer des produits exotiques? Le choix n'est pas facile mais c'est le vôtre!</p>	<p>L'agriculture suisse ne permet pas de couvrir tous les besoins du pays. Si le taux d'auto-apvisionnement est de 100% pour les produits laitiers, il n'en va pas de même pour tous les produits et le taux moyen est d'environ 60%. D'une part, certains aliments consommés en Suisse ne peuvent y être produits (fruits exotiques, cacao, sucre de canne, café), d'autre part, de nombreux aliments de base sont produits en quantités insuffisantes pour satisfaire les besoins d'une population en augmentation.</p> <p>On retiendra les éléments principaux :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Adapter les horaires d'ouverture pour répondre à une nouvelle réalité de la société, faire face à la concurrence en France voisine et créer de l'emploi localement. 2. Moins de réglementations qui empêchent l'entrepreneuriat de se développer, même au sein de grands groupes telles que la Migros. 3. Soutenir notre agriculture locale et permettre à des entreprises telles que le supermarché participatif paysan (SPP) de s'implanter plus facilement au coeur de nos communes, y compris en ville. 4. Revoir éventuellement les statuts de la Migros et de la Coop et se demander si ces groupes remplissent encore les conditions-cadre d'une coopérative.
Goudal	Renaud	La Liste pour Genève	candidat député	<p>Absolument, nous sommes pour cette proposition qui irait dans le bon sens souhaité, à savoir l'encouragement de la production locale (pour autant qu'elle soit certifiée Bio, sans engrais chimiques ni pesticides chimiques).</p> <p>Outre l'avantage de réduire drastiquement l'impact environnemental du transport en camion, voire en avion, de fruits et légumes qui n'ont aucun goût puisque cueillis avant maturité, ceci permettrait à la population de renouer avec la tradition maraîchère de sa région et de déguster de bon produits de saison (quel est l'intérêt de manger des fraises sans saveur en hiver?).</p> <p>Je suis persuadé que la grande majorité de la population de notre région est sensible à la question environnementale et au label Bio, et qu'elle serait prête à souscrire – quitte à payer un peu plus cher – à une structure qui permettrait de rendre cette culture locale accessible.</p> <p>Donc, oui, donner la possibilité aux Genevois de consommer des fruits et légumes sains, goûteux, garantis sans chimie et de permettre ainsi aux paysans locaux de vivre décemment est d'utilité publique.</p>	<p>Et bien oui, comme on n'a rien sans rien, si ce fond d'investissement permet aux Genevois de consommer des fruits et légumes sains, goûteux, garantis sans chimie et de permettre en plus aux paysans locaux de vivre décemment, il faut créer ce fond d'investissement.</p> <p>Ce serait le genre de chose dont je ne serais pas choqué qu'elle soit aidée par nos impôts. Encore une fois, on parle d'intérêt public.</p>	<p>Honnêtement, je n'en sais rien.</p> <p>Ce que je sais c'est que la France, contrainte par des directives venant de Bruxelles, mais aussi victime d'une vieille habitude productiviste et d'une foi aveugle en la Science, a de la peine à quitter l'agriculture dite "moderne".</p> <p>On continue officiellement de considérer l'agriculture "traditionnelle" comme moins rentable, même si elle coûte cher en chimie et qu'elle épuise la terre. Heureusement de plus en plus d'agriculteurs indépendants essaient d'autres approches avec succès.</p> <p>Alors je comprends que des productions se jouxtant de part et d'autre de la frontière puissent vivre difficilement des approches différentes de cultures.</p> <p>On peut bien sûr imaginer des rencontres franco-suisse, mais je ne sais pas jusqu'à quel point les agriculteurs français pourraient changer de méthodes et envoyer balader Bruxelles et Monsanto...</p> <p>Mais peut-être que la question ne portait pas sur ce sujet?...</p>
MUELLER ABRAMOVI CH	FABIENNE	LALISTE 7 - Femmes 2018 au Grand Conseil	Auteure Productrice Cinéma	Favorable au soutien et à la reconnaissance complète	Je suis favorable	Je propose une concertation avec des consultations afin de trouver des accords selon un principe d'équité afin de réduire les inégalités liées aux différents modes de production.
Langer	Valérie	LALISTE Femmes 7	Enseignante et thérapeute corporelle	J'approuve complètement la proposition du SPP et je trouve que la création de cette reconnaissance serait utile dans le domaine de l'agriculture et du commerce de détail mais dans beaucoup d'autres, où la concurrence des grandes entreprises mine les possibilités des entreprises sans but lucratif.	J'y suis complètement favorable à la condition que ces circuits courts soient créés entre des exploitants de produits bio, qui n'utilisent ni engrais chimiques ni pesticides de synthèse. Il faudrait aussi que les partenaires de ces circuits puissent être des unités de production en milieu urbain.	Une solution de concertation transfrontalière pour un équilibrage de ces différentiels.
Özdemir	Eiçim	LALISTE Femmes	Candidate	Je soutiens la proposition du SPP	Je suis pour encourager les circuits courts.	Ce n'est pas mon domaine mais : Mettre en avant la qualité du produit et sensibiliser les consommateurs pour. Développer les coopératifs de produits comme le NID à Genève
Golay	Séverine	é&é	Candidate	Il serait intéressant de mettre en place un système de financement autonome et que les associations soit reconnu comme acteurs du système économique et que le bénévolat est de plus en plus utilisé ce qui est à mon sens une nouvelle forme d'esclavage et d'exploitation de l'être humain.	Cela me paraît indispensable. Peut être via le léman ou monnaie pleine.	Une loi visant à exclure toute formes de pesticides dans l'agriculture mondial.

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction		Que pensez-vous de mettre en place un fonds d'investissement pour développer des circuits courts intelligents dans le Canton de Genève, et encourager la consommation au plus près du lieu de production ?	Que proposez-vous pour apaiser les tensions liées aux différentiels de production de part et d'autres de la frontière ?
Burkhard	Roland	Parti socialiste	Avocat	Je soutiens à 100% cette initiative.	C'est aussi une excellente idée.	Soutenir la production locale en fidélisant les consommateurs par des bons de fidélité, des actions sur certains produits, etc.
Bandler	Marko	Parti Socialiste	Député suppléant / membre du comité directeur / rédacteur en chef du journal Post Scriptum	Tout à fait d'accord avec cette proposition!	Oui, les circuits courts sont l'avenir de notre consommation. Il faut favoriser au maximum les produits locaux.	Je ne sais malheureusement pas de quoi il s'agit...
Alonso Unica	Manuel	Parti socialiste	auditeur financier et lutte contre la criminalité économique	Le monde paysan est déjà assez précarisé pour laisser ses acteurs sans une protection. Les produits agricoles sont la base même des aliments des populations. Faire de la politique ricardienne (spécialisation) est une erreur dans le monde et les effets de la dépendance des nations aux caprices de la mondialisation ont suffisamment montré l'erreur de gestion nationale sur l'agriculture. Des solutions pour la paysannerie doivent être trouvées au plus vite.	Le modèle de développement durable préconise la proximité tant pour la préservation écologique, sociale qu'économique régionale. Des fonds d'investissement pour développer les circuits courts intelligents est à instaurer rapidement.	Il me semble que du point de vue de l'agriculture, même des produits proches de la frontière en territoire français sont considérés comme produits du terroir genevois. Je ne vois pas de différentiel de production des deux côtés de la frontière, peut-être que je ne m'y connais pas assez.
Leiser	Jean-Marc	PLR	Candidat Grand Conseil	La constitution d'une entité issue de l'économie sociale et solidaire ne pourrait elle pas prendre le leadership sur le SPP ? et par la même proposer des emplois de réinsertion ou de reconversion ?	je ne suis pas paysan membre	Je ne suis pas paysan on membre
Nicollier	Pierre	PLR	Ingénieur EPF, Consultant	Je pense que ce soutien pourrait être effectué dans le même esprit que le soutien aux jeunes entreprises genevoises.	Je ne pense pas que l'état devrait engager des fonds. Par contre, je pense qu'il est possible de trouver des financements pour ces projets dans le canton.	Il s'agit ici de valoriser la production genevoise. Ceci peut être effectué via la valorisation de labels déjà existants. A noter, de nombreuses parcelles en France voisine sont déjà considérées comme genevoises avec les règles actuelles.
Moyard	Salima	socialiste	députée, enseignante, syndicaliste	C'est une bonne proposition. J'y suis favorable si une telle possibilité existe légalement.	Je soutiens la proposition.	Informez des conséquences des prix bas à l'étranger (dégâts écologiques et économiques) les consommateurs suisses. Les prix plus élevés en Suisse sont le prix du maintien d'une agriculture de proximité, écologiquement soutenable, avec des conditions de travail adéquates.
Bustamante	Eric	VertLibéraux	Candidat au Grand Conseil	En tant que partisan de ce genre d'initiatives citoyennes, je ne peux que défendre la création de ce type de "statut". En effet, cette reconnaissance ne représente pas un "risque" au niveau du budget car en étant une simple garantie auprès des banques, l'Etat n'interviendrait que lors de problèmes de remboursements. Cependant, le constat est que ce type d'initiatives deviennent pour la plupart du temps pérenne financièrement mais elles apportent une vraie valeur ajoutée au niveau social et écologique dans les quartiers.	Mon avis est largement favorable, nous devons évoluer vers de nouveaux types d'économies, et d'agricultures.	
FONTANA	Jérôme	Les VertLibéraux	Vice-président des VertLibéraux genevois	L'idée d'une reconnaissance "entreprise d'utilité publique" est bonne même si dans le cadre spécifique des Vergers, l'échec est à mettre sur la mauvaise gestion du projet par nos politiques. Si le SPP avait reçu un réel soutien, j'insiste sur "réel", la Migros n'aurait pas été le prochain locataire du supermarché.	Les VertLibéraux et moi-même défendons ardemment la promotion des circuits courts, d'une économie locale forte et connectée au niveau mondial (ne faisons pas l'autruche). La mise en place d'un fond d'investissement pour promouvoir une économie locale, circulaire, qui recycle et répare, plus qu'elle ne consomme et jette, est certainement un bon moyen de donner un coup de pouce bienvenu à la durabilité à une époque où de nombreux investisseurs privés restent encore trop frileux face aux investissements durables et verts (même si la tendance change petit à petit mais trop lentement toutefois).	Améliorer la gestion du Grand Genève (institution unique et forte en lieu et place des différents groupes et organes actuels) permettra de trouver des solutions (par le dialogue) pour atténuer les tensions.
meyer	philippe	plr	délégué aux affaires économiques	J'ai participé à la mise en place du projet SPP. C'est moi-même qui ai fait intervenir Genilem dans le dossier afin de créer un véritable business plan	Excellente idée.	Évitez à tout prix les réflexes nationalistes. Redéfinir la zone franche et que son exploitation réponde aux mêmes exigences que les conditions genevoises.
meylan	jean-michel	vertlibéral	conseiller municipal	voilà votre proposition me semble la meilleure, se faire reconnaître peut avoir un poids certain, toutefois en plus de cette démarche et si au départ du projet votre idée de supermarché participatif avait été présentée voire acceptée, je suggérerais un intense lobbying auprès des municipaux de cette commune en vue de les faire renoncer au projet micro... pas facile certes mais on ne sait jamais, en plus si vous avez un journal local, utilisez la presse	très bonne idée, cela se met déjà en place à l'intérieur du canton par certains producteurs, c'est à encourager	réunir les acteurs et envisager des mesures individuelles de production, via les politiques entre la France et la Suisse, c'est un peu désespéré
Besomi	Alessandro	Vertliberal	Candidat	Je suis pour un SPP, qui puisse vraiment exister et puisse avoir accès aux mêmes avantages que les autres groupes, comme par exemple une garantie auprès des banques.	Il faut encourager la consommation locale, cependant il faut faire attention à ne pas monter des structures complexes. Par exemple à Meinier, il y a quelques projets qui ont démarrés et qui donnent d'excellents résultats, sans aide du Canton.	Dans le cadre du Grand Genève, il faut mener une discussion de front sur ce sujet, tout en ayant un regard très pertinent sur l'écologie (protection des sols et des courts d'eau, sans pesticides ou avec le minimum). Il faut harmoniser et travailler ensemble, tout en gardant nos spécificités et notre indépendance!
Wuarin	Marc	VertLibéraux	Candidat au Grand Conseil	Je soutiens tout à fait ce projet. Il est important de promouvoir ce genre d'initiatives, qui auront un impact positif sur la santé, et particulièrement sur l'environnement. En effet, la concurrence de grands acteurs déjà en position dominante sur le marché n'est pas équitable, et rarement souhaitable pour la population. Dès lors, il est à l'Etat de reconnaître les défaillances du marché.	Très bonne initiative	Je ne connais pas suffisamment bien cette problématique malheureusement
PREISIG	ROBERT	VERT LIBERAUX	CONSEILLER MUNICIPAL	A l'image ou avec l'aide de GENILEM une aide au démarrage devrait être sollicitée auprès de département de l'économie.	Très bonne idée. A faire soutenir par Agrigenève. D'accord.	Informez sur les différences de qualité, des modes de culture Suisse plus respectueux de l'environnement et de la santé des consommateurs.
Piguet	Frédéric Paul	Vertlibéraux	candidat au Grand Conseil geneve	D'accord sur le principe. Il faudrait réfléchir au statut juridique de la Banque Nationale Suisse, et à ce qui devrait changer pour aller dans le sens indiqué.	Il faut chercher à retenir le Genevois moyen, en baissant les prix en l'impliquant bénévolement dans l'organisation du circuit court (façon la Louve).	Voir point ci-dessus. Il faudra des moyens publicitaires importants pour changer les mentalités.
THEVOZ	SYLVAIN	PARTI SOCIALISTE	CANDIDAT GRAND CONSEIL	Créer, par le biais de projet de lois ou des initiatives des fonds de soutien cantonaux pour les associations/entités qui ont un fort coefficient de durabilité.	Je soutiens totalement	renforcer la prise de conscience des genevois-e-s des avantages de consommer localement. Renforcer les labels de production indigènes.

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Créer une reconnaissance "entreprise d'utilité publique" (tout comme il existe à Genève une reconnaissance "Maître d'Ouvrage d'Utilité Publique") afin de pouvoir démarquer et aider les entreprises sans but lucratif qui souhaitent devenir de vrais partenaires des politiques publiques. L'aide en question pourrait se traduire par une garantie auprès des banques, permettant de débloquer des crédits qui sont actuellement très difficiles à obtenir.	Que pensez-vous de mettre en place un fonds d'investissement pour développer des circuits courts intelligents dans le Canton de Genève, et encourager la consommation au plus près du lieu de production ?	Que proposez-vous pour apaiser les tensions liées aux différentiels de production de part et d'autres de la frontière ?
JEANMONOD	Christian	Vert/libéral	Vice-président section Ville de Genève	Je suis d'accord	Tout-à-fait d'accord	Revenir à une zone franche
Frammery	Chloé	égalité et équité (ééé)	remplaçante de la mandataire - enseignante de mathématiques	Je suis tout à fait d'accord avec la proposition du SSP. C'est une option de faire garantir les crédits pour ce genre de projets par l'Etat mais je pense que nous pouvons aller plus loin. En effet, j'ajoute 2 manières actuellement à notre portée pour financer ou favoriser les entreprises d'utilité publique comme ce supermarché participatif, qui sont : 1) le respect de la Constitution et de la Loi sur la Banque Nationale ; Selon l'art. 99 al.4 de la Constitution fédérale et la Loi sur la Banque nationale, art. 31 al.2, la BNS verse (au moins) 2/3 de son bénéfice net aux Cantons. 2) un OUI à l'Initiative Monnaie Pleine :	TOUT A FAIT D'ACCORD, c'est d'ailleurs l'un des points de notre programme !	Pour commencer, je propose la mise en place d'un salaire minimum à Genève de 4200 CHF (ré-ajustable en fonction du coût de la vie à Genève), ce qui rendrait illégal le dumping salarial aux dépens à la fois des frontaliers français et des travailleurs genevois, et abaisserait les tensions (entre les deux parties) dans l'absolu. Les différentiels de production ne sont à mon sens pas la cause des tensions mais les traités de Libre-échange conclus entre UE et la Suisse le sont en revanche. Ce qui apaiserait les tensions serait une abrogation de ces traités qui encourageant la sous-enchère salariale, la dégradation de la qualité au bénéfice des profits pécuniaires des entreprises productrices, et une protection de la production suisse et genevoise par le biais de subventions aux producteurs locaux.
Kast	Carole-Anne	Parti Socialiste	Maire de la Ville d'Onex	Si les pouvoirs publics soutiennent et veulent ce SPP (ce qui est le cas à Meyrin), il faut commencer par être propriétaire ou locataire principal du local, ce qui pose la Ville de Meyrin en garante vis-à-vis du paiement du loyer, et permettre ainsi de choisir le SPP à la place d'un concurrent. La reconnaissance "entreprise d'utilité publique" est intéressante, mais elle ne garantirait pas que l'emplacement soit attribué au SPP.	J'y serai favorable. Pourquoi pas en créant une fondation, avec des fonds privés classiques (mécénat), participatifs et publics.	Favoriser les circuits-courts et les coopératives de consommateurs.
Meissner	Christina	PDC	candidate au Grand Conseil	Tout à fait d'accord. Acheter et consommer local est indispensable si l'on souhaite réellement diminuer notre empreinte écologique. Les collectivités locales doivent soutenir les projets associatifs ou d'entreprises participatives favorisant les produits, les emplois et activités locales.	Totalement favorable à favoriser financièrement la production locale, écologique et durable. Pour notre agriculture locale, les subventions à la production (compensation écologique) existent déjà, mais il faut aussi donner les moyens aux producteurs de vendre leurs produits de la manière la plus directe et accessible possible.	La nature de connaît pas de frontières. Nous partageons le même bassin géographique et nous sommes de fait obligés de trouver des solutions ensemble. Le problème réside dans l'existence d'une frontière qui n'a aucune logique biologique mais qui conditionne toute l'activité humaine du bassin genevois. Les décisions se prenant hélas souvent ailleurs, il nous est très difficile d'influencer par exemple sur la construction de supermarchés en France voisine. Même les préavis négatifs des communautés de communes française sont ignorés. Si les salaires, les lois du travail, les conditions de production, etc étaient équivalentes de part et d'autre de la frontière, le tourisme d'achat, d'habitat, etc n'aurait plus raison d'être. On en est loin. Il faut favoriser les initiatives locales, les contacts au niveau du terrain. Quand j'entends que le label GRFA n'est plus possible pour les productions agricoles issues de France voisine, j'ai même l'impression d'assister à une péjoration de la situation. J'ai pour ma part travaillé sur l'ensemble des contrats de rivières transfrontaliers de la région. Cet outil opérationnel a permis d'aboutir à des solutions et des actions très concrètes à la satisfaction de tous car les informations, les finances et autres moyens nécessaires ont été partagés. L'assainissement des eaux a ainsi été solutionné au niveau régional, il s'agit d'en faire de même avec l'approvisionnement en eau potable (j'ai déposé une motion (M2457) allant dans ce sens).
Regamey	Murielle	Egalité & Equité	candidate	Oui je soutiens cette proposition car il est primordial d'aider les initiatives citoyennes à vocation d'utilité publique à se concrétiser. Elles émanent du peuple, et correspondent donc à un besoin, et vont dans le sens d'une amélioration dans les différents domaines cités plus haut. D'ailleurs ce qui s'est passé aux Vergers est révolant et l'aide pourrait également consister en un soutien pour obtenir un lieu, voire une priorité, selon les cas.	Cela me paraît tout à fait pertinent et cohérent pour contribuer à une alimentation de qualité, soutenir et valoriser l'agriculture locale, supprimer les emballages plastiques et tout conditionnement superflu, restaurer la confiance entre les partenaires	Il me semble qu'en développant des circuits courts dans le canton et en favorisant et promouvant la consommation de produits locaux de qualité, une partie de ces tensions vont tomber d'elles-mêmes. Par ailleurs il est temps de revaloriser le secteur agricole et ce, notamment par une aide significative de l'Etat pour soutenir les agriculteurs, éleveurs, cultivateurs, qui aiment leur métier et travaillent sans pesticides ni insecticides dans le respect de la terre et de la vie.
Bugnion	Jean-Michel	PDC	enseignant retraité	Je regrette l'attribution à la Migros mais doute que le label proposé soit une solution. L'entreprise d'utilité publique existe déjà et est reconnue, elle doit s'inscrire dans un environnement concurrentiel, du moins tant que nous vivrons en capitalisme... A elle de convaincre, comme elle a déjà su le faire. Trop de soutien étatique risque (on peut évidemment le souhaiter, mais ce n'est pas mon cas) de fausser le jeu qui est actuellement joué par une immense majorité de la population.	Bonne idée! Avec des investissements verts qui constitueraient ce fonds. Cela permettrait de développer, par exemple, le réflexe de manger des fruits, vraiment de saison!	Comme la production locale ne couvre pas, de loin, tous les produits de la distribution, la réponse est complexe. Peut-être revoir les horaires d'ouverture à Genève, tout en veillant au maintien de conditions de travail correctes? Peut-être aussi questionner politiquement le statut de coopérative qu'ont la Coop et la Migros?
Schrag	Sylviane	PDC	responsable economat	je ne crois pas que la solution réside dans une forme administrative supplémentaire, puisque les statuts d'une organisation d'utilité publique existe déjà Les aides existent mais comme toute nouvelle entreprise, il s'agit de convaincre par un modèle d'affaire qui a du sens. ou il faut favoriser	oui, il faut favoriser les circuits courts intelligent et encourager la proximité de la production et de la consommation. chacun est libre de son choix, mais une offre plus responsable résulte également dans une demande plus responsable. Son trouve certain légumes tout au cours de l'année, par une production local. on devrait consommer des produits de saisons et éviter d'importer des fruits et légumes qui viennent de loin et donc le transport et une source de pollution .	l'agriculture suisse ne permet pas de couvrir tous les besoins du pays. Certains produits ne peuvent être cultivés en Suisse adapter nos horaires d'ouvertures pour répondre à la réalité de l'emploi Soutenir notre agriculture local et permettre à des entreprises supermarché participatif paysan de se développer plus facilement .

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Créer une reconnaissance "entreprise d'utilité publique" (tout comme il existe à Genève une reconnaissance "Maître d'Ouvrage d'Utilité Publique") afin de pouvoir démarquer et aider les entreprises sans but lucratif qui souhaitent devenir de vrais partenaires des politiques publiques. L'aide en question pourrait se traduire par une garantie auprès des banques, permettant de débloquer des crédits qui sont actuellement très difficiles à obtenir.	Que pensez-vous de mettre en place un fonds d'investissement pour développer des circuits courts intelligents dans le Canton de Genève, et encourager la consommation au plus près du lieu de production ?	Que proposez-vous pour apaiser les tensions liées aux différentiels de production de part et d'autres de la frontière ?
Meyer de Stadelhofen	Philippe	PDC	employé	Bonne idée. Il faut en effet soutenir les entreprises qui oeuvrent selon les principes du développement durable, pour autant que leur modèle d'affaires soit viable financièrement.	Il faut soutenir notre agriculture locale, en particulier celle dont les méthodes sont respectueuses de l'environnement.	Créer des coopératives transfrontalières qui commercialisent, voire produisent aussi, des biens agricoles locaux produits en respectant l'environnement.
Wenger	Thomas	Parti socialiste	Député	L'exemple des Vergers est symptomatique. Je suis en faveur de la proposition d'une reconnaissance "entreprise d'utilité publique".	Je soutiens cette proposition. Il faut soutenir notre agriculture de proximité, nos produits du terroir, des circuits courts pour une production et une consommation responsables et respectueuses de la nature et de l'environnement.	Les coûts de production et les rémunérations sont liés au coût de la vie qui existe de chaque côté de la frontière. Une des solutions est l'originalité et la qualité des produits. Plus les circuits seront courts, plus les produits du terroir seront soutenus et mis en avant moins les différentiels de production seront sources de tension.
Scheller	Gérard	Liste égalité et équité	Membre	D'accord avec la proposition du SPP	Ok pour de tels fonds d'investissements	Des subventions ciblées aux paysans Suisses seraient peut être une solution
Monbaron-Stress	Fabienne	PLR	Conseillère administrative	Je ne suis pas sûre que ce genre d'entreprise sera systématiquement concurrencée par des acteurs économiques largement implantés et reconnus. La difficulté est probablement due au fait que la mise sur pied est compliquée, d'une part car ce sont des structures nouvelles pour lesquelles beaucoup de choses restent à définir, et d'autre part car les personnes qui lancent ces projets n'ont probablement pas autour d'elles l'encadrement et les conseils adéquats. Beaucoup de temps doit être perdu à chercher de futurs membres intéressés par le projet, les modes possible de financement, puis les bons interlocuteurs administratifs, etc. Il faut avoir beaucoup de temps, bénéficier d'une gestion administrative suivie et rigoureuse qui permette de tenir les délais et rester crédible. Je ne pense pas que ces initiatives doivent recevoir un label "utilité publique". C'est un choix des personnes concernées. Elles ont déjà la possibilité d'acheter les mêmes produits finis directement sur les marchés ou directement chez les	Je ne vais pas me prononcer sur le sujet car votre question n'est pas claire pour moi... - Un fonds d'investissement alimenté comment ? - Géré par qui ? - Sur quel mode ? - A destination de qui ?	Je ne suis pas suffisamment au fait des tensions évoquées pour proposer une solution.
CARASSO	Grégoire	PS	Conseiller municipal (PS/GE)	Oui, avec des critères précis et larges relatifs à l'ESS, notamment sur le plan social et environnemental, car le seul paramètre but lucratif (ou non) n'est pas suffisant (cf la "Coop"). J'ajouterais un point, en faisant le lien avec le très beau projet du SPP à Meyrin: pour débloquer des crédits bancaires et assurer les fonds propres à des structures coopératives / associatives qui n'en ont généralement pas (ou pas assez), l'engagement de la collectivité publique (la Commune le plus souvent) en qualité de garant est essentiel.	Oui un fonds, et tout autre mécanisme de soutien politique et financier (voir réponse ci-dessus) favorisant des modèles de consommation qui peinent à s'imposer naturellement sur un marché qui n'intègre pas, dans ses prix, toutes ses externalités négatives (1). En conséquence, des circuits courts intelligents et reposant sur les critères ESS doivent être soutenus par des moyens publics pour devenir à terme une norme de consommation durable. Je pense que d'autres types de vecteurs financiers (notamment coopératifs - "crowd") méritent d'être également étudiés car un "fonds d'investissement" au sens strict comporte aussi des risques dans ce registre: ses perspectives de rendement peuvent être soit en décalage avec les objectifs sous-jacents du fonds ou des projets, soit limité dans ses performances par son action en décalage avec les réalités d'un marché encore non-régulé (voir note ci-dessous). (1) la régulation de ce marché pour que les prix intègrent ces externalités négatives est un autre axe politique essentiel.	Je suis fondamentalement pour favoriser une lecture humaine, écologique et économique de la région. Autrement dit, estomper autant que possible la frontière comme obstacle, faire en sorte que les normes et pratiques convergent (niveaulement par le haut) à l'échelle de la région. En ce sens, le concept bien ancré de souveraineté alimentaire a ses limites à mes yeux: je préfère manger des salades produites localement par un producteur que je peux rencontrer, fusse juste de l'autre côté de la frontière, plutôt que des salades qui viennent de l'autre bout de la Suisse. A l'échelle nationale, aucun cadre normatif international n'impose la dérégulation du marché de l'agriculture; il s'agit d'options politiques, de choix de société. Il faut donc s'opposer aux pressions de libéralisation à tous crins, tout en aménageant un espace propre aux espaces régionaux transfrontaliers comme Genève (voir plus haut).
Bidaux-Rodriguez	Patricia	PDC	membre	en tout point d'accord avec le développement plus large d'une agriculture s'inscrivant dans la proximité et une distribution diversifiée. Cependant, je soulèverai que les statuts d'utilité publique d'une organisation existent déjà avec l'accès aux aides. Je suis plutôt contre, dans ce contexte.	la "loi" actuelle de l'offre et la demande ne peut être le modèle durable souhaitable pour notre société. Qui crée l'offre crée de besoin et non l'inverse ! En tant que consommateurs, la seule démarche citoyenne qui permette d'inverser le modèle ce sont nos actes d'achats : locaux et de saison ! En ce sens la marque de garantie GRITA dont les valeurs de base sont celles liées au développement durable : Proximité, qualité, traçabilité et équité. les circuits courts et intelligents maintiennent une économie locale, voir micro-locale de quartier. Une économie de l'échange ou les valeurs mises en avant sont la confiance, la réciprocité et l'équité de traitement tout au long de la filière ! Pour cela, les fonds d'investissement doivent être contrôlé et être lié à des obligations/ actions provenant d'activités durables... ou encore mieux en lien avec l'environnement.	Aujourd'hui, l'agriculture suisse nourrit sa population 1 jour sur 2.Elle subit de plein fouet la concurrence toujours plus prégnante de la différence de prix entre les 2 côtés de la frontière. Les paysans genevois sont également confrontés à une concurrence suisse, leur production (en raison des salaires plus haut, des horaires plus bas - et c'est tant mieux) étant la plus chère de Suisse. D'autre part, les consommateurs suisses demandent une agriculture qui verra sa production encore diminuer en raison des choix cultureux tout en préférant au moment des achats, le prix bas ! Au travers des mesures proposées par la politique agricole de la Confédération le paysan est de plus en plus dépendant d'aide financière étatique alors que si sa production était payée au prix réel: 1. soutenir une agriculture locale de proximité : GRITA et Spp 2.les statuts de coop et Migros sont-ils toujours des statuts de coopératives ? 3. au travers d'associations présentes sur le canton et capable d'accompagner les consommateurs vers de nouveaux modèles d'achat en parlant d'avantage de budget que de prix par exemple ou de communication sur la réalité des paysannes et paysans genevois (FRC, Union des paysans et Femmes rurales Genevoises-UPFG, par exemple)
Khattabi Hassar	Houda	PDC	Membre	Pour moi le supermarché participatif paysan n'a rien à voir avec la Migros. J'en connais un à Chavanne-de-bois et je le trouve magnifique. J'ai l'impression de n'y trouver que des produits sains et locaux, à des prix tout à fait raisonnables. Je trouve plus juste que les paysans puissent se passer des intermédiaires.	Je ne suis malheureusement pas paysanne, mais je trouve que l'idée doit se concrétiser	Je ne suis pas paysanne, mais en tant que partisane du Grand Genève je suis persuadée qu'on peut améliorer les coopérations pour le bien de tous.
Emery-Torracinta	Anne	Parti socialiste	Conseillère d'Etat	Attachée aux valeurs portées par la Chambre de l'Economie sociale et solidaire de Genève, je soutiens l'ensemble des projets et initiatives qui pourront permettre de développer une économie durable, respectueuse des personnes de leur travail et dans le but de favoriser une société inclusive où chacun a une place. Chargée du DIP, et au vu des délais, je me permets de répondre plus particulièrement dans le domaine de l'insertion.		

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Créer une reconnaissance "entreprise d'utilité publique" (tout comme il existe à Genève une reconnaissance "Maître d'Ouvrage d'Utilité Publique") afin de pouvoir démarcher et aider les entreprises sans but lucratif qui souhaitent devenir de vrais partenaires des politiques publiques. L'aide en question pourrait se traduire par une garantie auprès des banques, permettant de débloquer des crédits qui sont actuellement très difficiles à obtenir.	Que pensez-vous de mettre en place un fonds d'investissement pour développer des circuits courts intelligents dans le Canton de Genève, et encourager la consommation au plus près du lieu de production ?	Que proposez-vous pour apaiser les tensions liées aux différentiels de production de part et d'autres de la frontière ?
Salerno	Sandrine	Parti socialiste	Conseillère administrative	L'agriculture est un enjeu particulier pour le canton. D'un côté, notre territoire est limité, sous pression des besoins en termes de logement, de mobilité et d'infrastructures. De l'autre, l'agriculture est importante pour la biodiversité, participe à la diversité du tissu économique et de l'emploi et répond à la question de l'autonomie alimentaire. L'agriculture est un enjeu économique, environnemental, humain et sanitaire. Les collectivités publiques ont une responsabilité de maintenir une agriculture respectueuse de l'environnement permettant d'accéder à une nourriture saine. C'est en ce sens que, j'ai engagé un programme autour de l'agriculture de proximité et de l'alimentation durable, intitulé « Nourrir la Ville ». Pour ces raisons, je suis ouverte à la discussion.	Cela mériterait une discussion avec les paysans-ne-s membres pour définir l'outil le plus approprié. En effet, l'investissement répond à des besoins financiers spécifiques et implique « un retour » sur investissement voire un amortissement. Ainsi, en Ville de Genève, nous avons fait le choix politique de soutenir en nature et financièrement des projets comme par exemple la Ferme de la Touvière, le label GRITA ou encore la plateforme de l'agriculture durable. Au niveau cantonal, l'action doit être double. D'une part, aider la production (jusqu'à la distribution) et d'autre part changer les modes de consommation. Cela signifie ainsi de passer par des opérations très populaires en faveur du goût, de la découverte des produits et des processus de production et de distribution et par une sensibilisation dès le plus jeune âge. Le meilleur moyen d'assurer à l'agriculture contractuelle de proximité un avenir pérenne est de « former » les consommateurs et consommatrices d'aujourd'hui et de demain.	Les coûts de production et les rémunérations sont basés sur le coût de la vie de chaque côté de la frontière sur lequel il est difficile d'agir. Il faut donc valoriser la qualité du produit, la mise en avant des produits du terroir et la nécessité d'une juste rémunération.
Regamey	Murielle	Egalité & Equité	candidate	Je soutiens cette proposition car il est très important de soutenir les initiatives citoyennes qui ont sans conteste besoin d'aide pour pouvoir concrétiser leurs projets. Cette proposition est un premier pas dans ce sens.	Cela me semble être une priorité, mais il est très important de définir ce que l'on entend par "intelligents". Encourager la consommation au plus près de la production est tout à fait cohérent, tant pour la santé que pour la préservation de l'environnement. Je pense notamment au "plasticage" des fruits et légumes qui est inutile dans ce contexte, à la pollution qui est réduite au minimum car peu de transport motorisé, les fruits sont cueillis mûrs et ont par conséquent des éléments nutritifs, etc. les avantages sont nombreux. Par ailleurs, il est grand temps de revaloriser le travail des agriculteurs genevois et la qualité de leur production, et cela pourrait y contribuer.
Dal Busco	Serge	PDC	Conseiller d'Etat	Je suis convaincu de l'importance d'un tissu commercial et économique diversifié, allant notamment dans le sens de commerces de proximité plus durables. Cependant il me semble qu'il n'est pas adéquat de mettre en place la reconnaissance que vous proposez. Il s'agirait d'une forme administrative qui s'ajouterait aux formes déjà existantes sans pour autant améliorer la situation. Ce qu'il est capital d'avoir, c'est un plan financier solide et une volonté politique communale forte afin de soutenir l'implantation de projets citoyens à grande valeur ajoutée au sein d'un quartier.	Je suis d'avis que les circuits courts intelligents, favorisant une consommation de produits locaux et de qualité sont fondamentaux. Je regrette à ce titre que de nombreux produits locaux soient concurrencés par des produits issus de pays plus ou moins lointains et nécessitant un transport polluant néfaste pour le climat. Il me paraît adéquat dès lors d'envisager la mise en place d'une taxe reflétant le véritable coût climatique d'un bien de consommation (de sa production à sa distribution). C'est là le seul moyen de sensibiliser le consommateur à l'importance de consommer local. Pour ce qui est du fonds, pourquoi pas, dans la mesure où il sert le but évoqué!	Je propose d'améliorer les processus de distribution en favorisant l'implantation dans les communes de magasin proposant des produits locaux. Je m'inscris également en faveur d'une flexibilisation des heures d'ouverture des magasins afin de les mettre au même pied d'égalité que nos voisins français.
De Battista	Régis	Parti socialiste Liste n.-3	Conseiller municipal / Directeur de la Fondation pour l'expression associative qui gère la Maison des associations	Créer des entreprises d'utilité publique c'est une très bonne chose. Cela me fait penser au début de la mise en place des coopératives d'habitat. Ca sera beaucoup plus facile pour obtenir des fonds.	C'est une très bonne chose	Créer de la concertation et des rencontres avec les personnes et groupes concernés. Tout le monde a droit de vivre même au-delà des frontières.
Bruchez	Thomas	PS	Candidat au Grand Conseil	Je soutiens la proposition du SPP.	L'idée me semble être bonne. Une forme de label "local" pourrait également être mise en place.	
Squillaci	Nicola	PDC	Candidat GC 18	Il existe déjà des reconnaissances possibles afin d'être aidé et soutenu (organisation d'utilité publique par ex.). Dès lors, je ne pense pas qu'il faille ajouter une nouvelle reconnaissance. La situation du SPP à Meyrin est regrettable et j'espère que de nouveaux projets verront le jour dans cette démarche afin de proposer une meilleure diversité et qualité dans la distribution. Mais comme toute nouvelle entreprise, il faut convaincre avec un modèle fiable.	Oui mais seulement s'il y a une cohérence derrière le fond comme les « investissements verts ». Il faut absolument soutenir Les circuits courts intelligents à Genève. C'est clair que la distribution agit sous l'offre et la demande. Mais cela ne suffit plus. Il faut repenser ce mode de fonctionnement et consommer local, de saison afin de diminuer les impacts environnementaux et soutenir la production locale.	Les besoins de la population suisse ne sont plus couverts par la production indigène. Il faut donc importer et tenir compte des concurrents étrangers. Par ailleurs, la Suisse ne peut pas produire l'ensemble des produits agricoles qu'elle consomme (café, etc.). Il faut donc soutenir fortement les projets types SPP, la production locale et adapter les horaires d'ouvertures afin de concurrencer le tourisme d'achat.
Goudal	Renaud	La Liste pour Genève	Candidat député	Absolument, nous sommes pour cette proposition qui irait dans le bon sens souhaité, à savoir l'encouragement de la production locale (pour autant qu'elle soit certifiée Bio, sans engrais chimiques ni pesticides chimiques). Outre l'avantage de réduire drastiquement l'impact environnemental du transport en camion, voire en avion, de fruits et légumes qui n'ont aucun goût puisque cueillis avant maturité, ceci permettrait à la population de renouer avec la tradition maraîchère de sa région et de déguster de bons produits de saison (quel est l'intérêt de manger des fraises sans saveur en hiver?). Je suis persuadé que la grande majorité de la population de notre région est sensible à la question environnementale et au label Bio, et qu'elle serait prête à souscrire – quitte à payer un peu plus cher – à une structure qui permettrait de rendre cette culture locale accessible.	Et bien oui, comme on n'a rien sans rien, si ce fond d'investissement permet aux Genevois de consommer des fruits et légumes sains, goûteux, garantis sans chimie et de permettre en plus aux paysans locaux de vivre décemment, il faut créer ce fond d'investissement. Ce serait le genre de chose dont je ne serais pas choqué qu'elle soit aidée par nos impôts. Encore une fois, on parle d'intérêt public.	Honnêtement, je n'en sais rien. Ce que je sais c'est que la France, contrainte par des directives venant de Bruxelles, mais aussi victime d'une vieille habitude productiviste et d'une foi aveugle en la Science, a de la peine à quitter l'agriculture dite "moderne". On continue officiellement de considérer l'agriculture "traditionnelle" comme moins rentable, même si elle coûte cher en chimie et qu'elle épuise la terre. Heureusement de plus en plus d'agriculteurs indépendants essaient d'autres approches avec succès. Alors je comprends que des productions se jouant de part et d'autre de la frontière puissent vivre difficilement des approches différentes de cultures. On peut bien sûr imaginer des rencontres franco-suisse, mais je ne sais pas jusqu'à quel point les agriculteurs français pourraient changer de méthodes et
ABRAMOVICH MULLER	FABIENNE	LALISTE 7 - Femmes 2018 au Grand Conseil	Auteure-Productrice (Cinaste Chorégraphe)	Oui absolument, c'est important de pouvoir soutenir ce type d'activité et de pouvoir équilibrer un marché qui produit une injustice commerciale.	Oui, absolument, je soutiens cette démarche	Il s'agit de considérer chaque domaine et de proposer des pourcentages variables et équilibrés en fonction des domaines de productions
Gauthier	Pierre	la liste pour Genève	président	Je soutiens cette proposition.	Je soutiens cette proposition.	Il faudrait, selon moi réviser et étendre la "zone franche" dans ses dimensions originelles (l'ancien département du Léman). Les critères de production devraient être harmonisés de part et d'autre afin que le consommateur puisse choisir en toute transparence.

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Créer une reconnaissance "entreprise d'utilité publique" (tout comme il existe à Genève une reconnaissance "Maître d'Ouvrage d'Utilité Publique") afin de pouvoir démarquer et aider les entreprises sans but lucratif qui souhaitent devenir de vrais partenaires des politiques publiques. L'aide en question pourrait se traduire par une garantie auprès des banques, permettant de débloquer des crédits qui sont actuellement très difficiles à obtenir.	Que pensez-vous de mettre en place un fonds d'investissement pour développer des circuits courts intelligents dans le Canton de Genève, et encourager la consommation au plus près du lieu de production ?	Que proposez-vous pour apaiser les tensions liées aux différentiels de production de part et d'autres de la frontière ?
UONG	DINH MANH	PDC	Conseiller administratif	Je suis favorable à des mesures d'aide pour le lancement des entreprises innovantes ayant d'autres objectifs que la rentabilité financière mais je suis contre ce qui devient à la longue une subvention déguisée, un fardeau pour les collectivités publiques.	J'aimerais connaître des projets d'investissement concrets dans ce sens pour pouvoir me prononcer. A Genève, je note avec beaucoup d'intérêt des initiatives comme le label GRITA pour encourager la consommation des produits locaux et il est bien apprécié par les gens.	J'approuve les mesures pour limiter les importations pendant la période où la production en Suisse est abondante.
Chiaradonna	Denis	Parti Socialiste	Conseiller municipal	On ne peut que déplorer cette situation d'attribution à la Migros. J'ignore si une intervention de l'Etat est encore possible pour changer la situation. Il serait utile d'avoir des antennes dans les quartiers. Les communes peuvent jouer des rôles importants en mettant à disposition des locaux gratuitement. Cela permettrait de maintenir des coûts réduits par rapport à la Migros qui doit payer un loyer sûrement	C'est une bonne initiative pour favoriser le développement ces activités et permettre une alternative durable et éviter la multiplication des intermédiaires	Dans la zone franche et à proximité du territoire genevois, les produits agricoles ont toujours pu circuler de manière relativement libre vu que des agriculteurs genevois ont également des terrains de l'autre côté de la frontière. Il faut prévoir une meilleure information des consommateurs pour les informer des méthodes de productions pour qu'il puisse choisir le produit en toute connaissance cause. Il faut favoriser les productions locales dans la région. Les coûts de production resteront différentes des 2 côtés de la frontière tant que le franc suisse restera fort par rapport à l'Euro. Il faudrait étudier la possibilité d'une aide aux agriculteurs des régions frontalières vu qu'ils sont plus exposés que ceux du centre du pays.
Romano	Maria Vittoria	Socialistes	Conseillère municipale Cadre RH	Dans un premier temps il serait utile que l'Association des Communes Genevoises se penche sur une possible réplique de la FONDETEC dans les communes. Aujourd'hui la FONDETEC octroie des crédits à des entreprises qui n'ont pas accès aux prêts des banques, car pas assez lucratifs. Il est vrai que les prêts vont aux entreprises dites "jeunes", mais le règlement pourrait être changé.	Une bonne idée. Il faut réduire le nombre des intermédiaires et travailler vers une production qui est au plus proche du consommateur et de la consommatrice. Si il faut passer par un fonds d'investissement dans une phase initiale, pourquoi pas. Mais il me semble qu'il faut habituer le consommateur/consommatrice à payer plus pour la nourriture/produits. Aujourd'hui on ne paie pas assez et cela génère du gaspillage et de la malbouffe. Il faut à nouveau apprécier à sa juste valeur les produits artisanaux et de proximité et se rappeler qu'il y a des personnes qui vivent de ce travail.	Nous vivons dans un territoire petit qui s'appelle la Grande Genève. On ne peut pas penser uniquement en terme de Genève Canton. Ca crée des tensions, car les salaires ne sont pas les mêmes d'un côté et de l'autre. Il ne s'agit pas seulement de production et compétition, mais penser le territoire en terme de cohésion sociale et solidarité. Une solution pourrait être de se mettre d'accord sur le type de production et les distribuer par des coopératives régionales.
Zimmermann	Olivier	Liste pour Genève	Candidat au Grand Conseil	Ca me semble une bonne idée. En cas d'élection, je compte donc l'appliquer.	Ca me semble une bonne idée. En cas d'élection, je compte donc l'appliquer.	Dans l'idéal, une solution gagnant-gagnant est à trouver. Toutefois, dans l'attente de cette solution ou si elle se révèle impossible, je dois donner la priorité aux paysans suisses. Je suis bien sûr intéressé de connaître l'avis de l'ESS en la matière.
Wavre	Rolin	PLR	Vice-président	L'idée d'aider les entreprises sociales à obtenir du crédit plus facilement est intéressante. Pour la déclaration d'utilité publique, il faut bien examiner si c'est juridiquement possible pour cet objectif. Mais sur le principe, je suis favorable.	Développer les circuits courts, certainement. Cela implique de consommer plus souvent des produits locaux. L'idée du fonds d'investissement circule depuis un certain temps déjà. Pour les startups, notamment. L'idée d'utiliser une partie de la trésorerie excédentaire des communes est à mon avis à creuser. Une sorte de fonds souverain des communes pour stimuler les initiatives locales, la production et la consommation de produits locaux, et donc le tissu social.	Plusieurs pistes : d'abord, mieux faire respecter les règles existantes sur les quantités de produits achetés et les droits de douane. Une expérience avec les Gardes frontalières auxquels j'ai participé en 2017 était édifiante : des dizaines de kilos de viande achetée à vil prix en France et importée en douce. Ensuite, rejeter le principe du Cassis de Dijon pour les produits alimentaires. Halte aux importations de produits de mauvaise qualité et à prix cassés. Finalement, aider à promouvoir les produits locaux et une juste rétribution des producteurs. GRITA est un excellent exemple.